



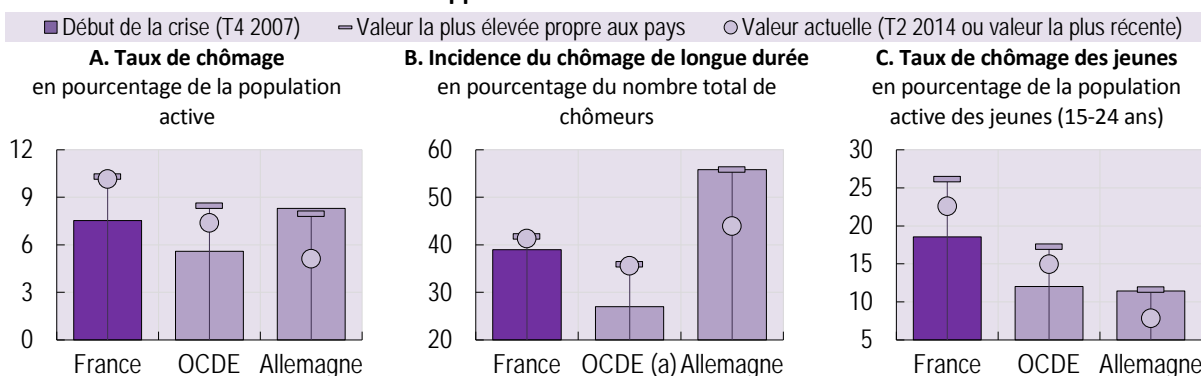
Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014

L'édition 2014 des Perspectives de l'emploi de l'OCDE propose un examen de l'évolution récente du marché du travail et de ses perspectives à court terme dans les pays de l'OCDE et des pays émergents clés. Elle met en lumière les conséquences de la crise sur les revenus, offre des comparaisons sur la qualité des emplois entre pays, examine les causes et les conséquences de l'emploi non régulier, et évalue l'effet des qualifications et des compétences sur les résultats du marché du travail.

Pour plus d'information : www.oecd.org/emploi/perspectives

DOI : [10.1787/empl_outlook-2014-fr](https://doi.org/10.1787/empl_outlook-2014-fr)

Récents développements sur le marché du travail en France



a) OCDE est la moyenne pondérée des 33 pays de l'OCDE excepté le Chili.

Source: Calculs OCDE sur la base des enquêtes trimestrielles nationales sur la population active et la base de données sur les statistiques de court terme du marché du travail de l'OCDE, (<http://dx.doi.org/10.1787/data-00046-fr>).

Le chômage reste élevé en France, et les chômeurs de longue durée comme les jeunes risquent de souffrir d'effets persistants de la crise

Le taux de chômage s'est stabilisé en France ces derniers mois, mais reste très élevé, atteignant 10,3% en juillet 2014 contre 7,4% en moyenne dans la zone OCDE. Si de nombreux pays ont connu un recul significatif de leur taux de chômage au cours de ces deux dernières années, la France est restée en marge de ce mouvement de reprise, le premier après à la crise financière mondiale. Le taux de chômage se situe encore 2,8 points de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant crise et devrait rester stable en 2015.

Plus de deux chômeurs sur cinq sont sans emploi depuis un an ou plus. Le chômage de longue durée a également augmenté dans le reste de l'OCDE, mais certains pays comme l'Allemagne ont pourtant fait des progrès sensibles en la matière. Le risque est grand pour

ce groupe, en particulier pour les chômeurs les plus âgés, qu'ils tombent dans un chômage structurel, rendant très difficile un retour rapide à l'emploi même en cas de reprise économique.

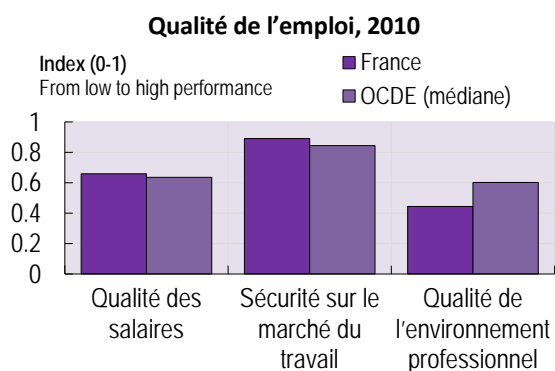
Le chômage des jeunes demeure à un niveau très élevé en France, s'établissant à 22,5% au deuxième trimestre de 2014. La Garantie Jeunes, conduite depuis octobre 2013 dans certains territoires, est une étape bienvenue, mais la persistance d'un taux de chômage aussi important pour les jeunes, risque de compromettre leurs perspectives de carrière à long terme. C'est pourquoi, il reste urgent de mettre en œuvre un plan majeur et complet d'actions pour les jeunes et intégrant un fort volet d'activation et de conditionnalité de l'aide apportée.

La crise a entraîné un ralentissement de la croissance des salaires réels

Le second chapitre des Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014 analyse l'évolution des salaires depuis le début de la crise financière mondiale,

et illustre le rôle qu'a pu jouer la modération salariale sur la persistance du chômage. Dans un certain nombre de pays de l'OCDE et en particulier ceux de la zone euro, la modération salariale pendant la crise a permis de contenir les pertes d'emplois et a contribué à promouvoir la compétitivité. Ce fut moins le cas en France où la croissance des salaires réels est restée à son niveau de la période pré-crise. Par ailleurs, un léger creusement des inégalités a été observé : la croissance des salaires réels est restée stable pour les travailleurs faiblement rémunérés, mais s'est légèrement accrue en haut de l'échelle salariale.

La qualité de l'emploi se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE, mais les salariés français connaissent un niveau élevé de stress au travail



Source: *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014*.

Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014* évaluent la qualité de l'emploi dans les pays de l'OCDE, sur la base de trois dimensions. S'agissant des salaires, la France est proche de la moyenne OCDE, en tenant compte à la fois de leur niveau et de leur répartition. La sécurité sur le marché du travail est forte en France, en raison du bon niveau de prise en charge et de la générosité de l'indemnisation chômage, mais la qualité de l'environnement de travail est relativement médiocre, car de nombreux travailleurs souffrent de conditions de travail stressantes, caractérisées par un niveau élevé d'exigences professionnelles combiné à des

ressources insuffisantes pour s'acquitter de leurs tâches.

Le marché du travail français reste très segmenté entre des travailleurs en emploi stable et protégé, et des travailleurs temporaires en contrat de court-terme plus précaire

En France, environ 15% des employés sont en contrat à durée déterminée (CDD) et ce chiffre atteint 55% chez les jeunes âgés de 24 ans ou moins. Plus inquiétant, la plupart des recrutements se font en CDD et cette tendance a augmenté depuis le début de la grande récession: en 2012 environ les trois quarts des employés ayant trois mois d'ancienneté ont des contrats temporaires, contre environ 70% cinq ans avant. En outre, avoir un contrat temporaire ne semble pas être un tremplin vers l'emploi durable pour de nombreux travailleurs. Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014* montrent que la France est l'un des rares pays de l'OCDE dans lesquels la probabilité pour un chômeur d'être en emploi permanent à temps plein un an après est supérieure à celle d'un travailleur en emploi temporaire.

Pourtant, la réglementation française sur l'embauche en contrat temporaire - tant du point de vue des conditions de recours aux CDD que de leur durée - est parmi les plus strictes de l'OCDE. Mais les employeurs sont en France découragés d'embaucher en CDI car les coûts de licenciement y sont particulièrement élevés et incertains. À l'inverse, le seul coût de cessation de CDD est une indemnité de fin de contrat (prime de précarité égale à 10% du salaire brut total depuis le début du contrat). Les *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014* recommandent une meilleure convergence des réglementations sur les contrats à durée déterminée et les contrats permanents, en réduisant les coûts et l'incertitude de licenciement pour les contrats permanents, tout en promouvant les embauches sous ces contrats.

L'édition 2014 des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* est disponible sur le site réservé aux journalistes, protégé par un **mot de passe**, ou sur demande auprès de la **Division des Relations Media**. Pour de plus amples informations, les journalistes sont priés de contacter Mark Keese (+33 1 45 24 87 94 ; mark.keese@oecd.org), Gwenn Parent (+33 1 45 24 75 01; gwenn.parent@oecd.org) ou Anne Saint-Martin (+33 1 45 24 85 90; anne.saint-martin@oecd.org) de la Division d'analyse et de politique d'emploi.

Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2014
La situation de la FRANCE © OCDE Septembre 2014
Actualisation : 17 nov. 2014